

MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 7 Novembre 2013

—
Le Ministre

La Ministre déléguée chargée des
Français de l'étranger

—
J. 1514-13

Monsieur le Député, Madame la Sénatrice,

Notre réseau d'établissements français à l'étranger remplit une double mission. Il apporte un service à nos jeunes compatriotes qui résident hors de nos frontières en leur offrant une continuité de scolarisation. Il est également un instrument d'influence et de rayonnement dans la mesure où il accueille de nombreux enfants étrangers, auxquels il transmet notre langue, notre modèle intellectuel et nos valeurs. La mixité culturelle, mais aussi sociale, de nos établissements constitue un atout de première importance, qui contribue à l'esprit de tolérance et d'ouverture voulu par notre modèle républicain.

La politique tarifaire des établissements conditionne le succès des missions de notre réseau. Le montant des frais de scolarité acquitté par les familles est, en effet, un facteur essentiel de l'attractivité des établissements. Il doit à la fois être compatible avec les capacités contributives de nos compatriotes, compétitif pour attirer les publics locaux et être suffisant pour permettre aux établissements de financer une offre et un cadre pédagogiques de qualité.

Par ailleurs, les tarifs scolaires ont un impact direct sur notre prestation d'aides à la scolarité sur critères sociaux. En effet, l'homologation par le ministère de l'Education nationale ouvre droit aux bourses scolaires. Dès cette année, le principe de plafonnement des remboursements a été appliqué à certains établissements qui avaient augmenté leurs tarifs dans des proportions qui n'étaient pas raisonnables. Mais la poursuite d'une croissance à un rythme élevé des frais de scolarité risque d'entraîner une impossibilité à brève échéance de financer les aides à leur niveau actuel, même dans le cadre rénové par la réforme des aides à la scolarité menée en 2012.

Aussi, nous avons souhaité vous confier la mission d'identifier des mesures qui seraient à même de limiter leur augmentation.


*Monsieur Philip CORDERY
Député des Français établis hors de France*

*Madame Claudine LEPAGE
Sénatrice représentant les Français établis hors de France*

Un équilibre doit être trouvé afin que notre réseau d'établissements homologués continue à assurer sa double mission. Nous ne doutons pas que l'ensemble de vos recommandations prendront cette dimension en compte, en garantissant l'accès à nos écoles, non seulement aux élèves français, mais aussi aux publics locaux. Vous écarterez ainsi les mesures qui auraient pour conséquences possibles une éviction des élèves étrangers, une baisse de la qualité de l'enseignement dispensé ou encore un affaiblissement du pilotage global du réseau.

Vous disposerez, pour l'accomplissement de votre mission, de l'appui de nos deux cabinets, des services de la Direction générale de la mondialisation, ainsi que des services de l'Agence pour l'Enseignement Français à l'Etranger.

Au cours des six mois que durera votre mission, vous informerez régulièrement nos cabinets de la progression de vos échanges. Nous vous remercions d'avoir accepté de conduire cette mission et nous saurons pouvoir compter sur votre pleine mobilisation.



Laurent FABIUS



Hélène CONWAY-MOURET